

LA PAYSANNERIE: OÙ S'EFFONDRENT LES THÉORIES MARXISTES...

Dans les perspectives du pouvoir ouvrier, la fonction de la paysannerie, est très largement controversée par les théoriciens. Le Marxisme qui avait réglé de manière simpliste cette question a été battu en brèche par ses adeptes. La *Révolution d'octobre* fut bien près de payer de sa vie, son ignorance sinon son incapacité de résoudre le problème paysan.

A ce titre, deux événements capitaux qui ont pour théâtre des pays à direction marxiste, méritent l'examen.

En U.R.S.S., Kroutchev vient de l'annoncer au Praesidium, on procède à un retour aux formes «capitalistes libérales» de l'agriculture. Ce qui signifie que l'Étatisation absolue des campagnes, œuvre de Lénine puis de Staline a échoué. En effet, quels que puissent être les pouvoirs de coercition de l'Etat, l'agriculture plus que tout autre secteur productif a besoin de la collaboration effective des producteurs. Le double secteur, kolkhoses et sovkhoses qui existait en U.R.S.S. tenait compte de cette particularité, l'étatisation étant moins poussée là où les masses paysannes manifestaient le plus d'opposition. Mais cet équilibre précaire, générateur d'un bureaucratisme envahissant n'a pas permis à l'U.R.S.S. de concrétiser les ambitieux plans quinquennaux capables de concurrencer les U.S.A.

Les mesures prises par Kroutchev pour remédier à l'insuffisance de la production agricole sont une négation de tout ce dont se prévalaient jusqu'ici les théoriciens du marxisme. Car l'ouverture des marchés d'Etat aux plus offrants, introduit la notion de concurrence du type classiquement capitaliste, dans un Etat dit ouvrier.

Certes, il était vital pour le régime soviétique, d'augmenter sa production agricole afin de «mettre du beurre» dans les gamelles des prolétaires, à qui depuis des années, des sacrifices étaient imposés, pour que l'U.R.S.S. s'assurât une puissance militaire égale ou supérieure à celle des Etats-Unis. Mais les bolchéviques ont refusé à la paysannerie son rôle gestionnaire, le seul qui eût été viable sur le plan révolutionnaire parce que la pérennité de l'Etat soviétique repose sur le centralisme.

Des purges ou mutations spectaculaires suivront pour prouver la bonne foi des dirigeants soviétiques. Mais la singularité du régime dont s'enorgueillaient les laborieux rédacteurs de la «*Nouvelle critique*», cédera le pas au dépérissement du... communisme.

En Chine, le problème de l'organisation des masses paysannes et de leur collaboration à l'édification du socialisme est également capital pour Mao-Tsé-Toung. Dans le processus de transformation d'Etat capitaliste en Etat socialiste la Chine est en retard sur son «alliée» soviétique. Elle n'en est qu'aux balbutiements de la N.E.P. Encore que sur le terrain de l'industrialisation les moyens comme les méthodes soient différents de ceux de l'époque léninienne. Pour le présent, l'industrialisation de la Chine dépend étroitement des investissements consentis par l'U.R.S.S. Etroitement dépendant, le régime de Mao ne peut assurer à son prolétariat extrêmement dense, des conditions de survie dignes, que par la collaboration enthousiaste des masses. C'est pourquoi, le Comité Central du parti communiste chinois, sous l'inspiration de Mao, a pris l'initiative de créer des «communes paysannes» largement autonomes. Plus

que ne le sont les collectifs ouvriers ou les *Zadroogas* yougoslaves, fortement étatisées. En confiant aux masses paysannes, le rôle gestionnaire auquel elles aspirent, Mao règle sur le plan de l'agriculture, l'opposition des travailleurs de la terre au dirigisme.

Bien sûr, les germes de contamination de la classe ouvrière par l'auto-gestion, constituent un danger permanent pour le régime. Mais pour l'heure, Mao et son parti, contrôlent l'industrie. En améliorant les conditions de vie des travailleurs par le développement des biens de consommation, le communisme chinois maintiendra son autorité, que les révoltes des affamés auraient pu compromettre.

Ainsi deux types de société, se réclamant d'une même doctrine, face aux mêmes impératifs, prennent des initiatives diamétralement opposées.

D'une part, en U.R.S.S., retour aux méthodes capitalistes, qui implique une abandon des positions révolutionnaires.

De l'autre, en Chine, appel aux «communes paysannes», qui pourrait être révolutionnaire s'il était étendu à tous les secteurs productifs.

Michel PENTHIE.
